

DOSSIER N° PC 069080 24 00013 M01

Déposé le 16/01/2026

Affiché en mairie le 16/01/2026

de EDITH OLLAGNON
demeurant LE CLOS DES ECOLES
69700 SAINT-ROMAIN-EN-GIER
de CHRISTOPHE ESTRAGNAT
demeurant 6 LE CLOS DE L'ECOLE
69700 SAINT-ROMAIN-EN-GIER
de ROBIN OLLAGNON
demeurant 2 RUE DE LA FROMAGERIE
69700 ECHALAS
de ELODIE VALLIN
demeurant 2 RUE DE LA FROMAGERIE
69700 ECHALAS
pour Construction de deux maisons individuelles
accolées et d'une annexe
sur un terrain sis 18 ROUTE DE TREVES, BERIEUX
69700 ECHALAS
Cadastré B579, B579, B581, B580, B583, B582

SURFACE DE PLANCHER :

créée : 258 m²

Nombre de logements créés : 2

Objet :

Ajout de co-demandeurs

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE :

N° Dossier PC 069080 24 00013

Déposé le 06/11/2024

Par EDITH OLLAGNON et ROBIN OLLAGNON

Décidé le 28/05/2025

Le Maire :

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.422-1 relatif aux communes décentralisées,
Vu le permis de construire initial n° PC 069 080 24 00013 du 28/05/2025
Vu la demande de permis de construire modificatif formulée le 16/01/2026

ARRÊTE 2026-01-27-006-2.2.1

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions mentionnées dans le permis de construire initial sont maintenues.

ARTICLE 3 : Votre projet reste soumis au versement des taxes d'urbanisme et participations financières.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Fait à Echalas, le 27/01/2026

Le Maire,

Fabien KRAEHN



INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'UN mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision relative à une autorisation d'urbanisme n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

